

HAÏTI - Des centaines de protestataires ont défilé contre le régime en place à Port-au-Prince

AlterPresse

dimanche 31 mars 2019, mis en ligne par [Dial](#)

Port-au-Prince, 29 mars 2019 - [AlterPresse](#) - Des centaines de manifestantes et manifestants ont gagné les rues de Port-au-Prince, ce vendredi 29 mars 2019, pour demander, à nouveau, la démission de Jovenel Moïse, de la présidence politique en Haïti, et des comptes sur la gestion des fonds PetroCaribe de l'aide vénézuélienne à Haïti, a observé l'agence en ligne AlterPresse.

Encadrée par des agents de la Police nationale d'Haïti (Pnh), la manifestation, qui a démarré un peu tard dans la journée, au Champ de Mars (principale place publique de la capitale, Port-au-Prince) a parcouru Bel Air, Delmas 18, Delmas (jusqu'à l'intersection de la route de l'aéroport international), Bourdon et l'avenue John Brown (plus connue sous le nom de Lalue).

Les manifestantes et manifestants ont mis un terme, sans incidents, à leur mouvement, vers 4:00 pm (20:00 gmt), à l'angle de la rue Lamarre et de l'avenue John Brown, alors qu'ils avaient, au préalable, pour objectif de se rendre devant le Palais national, au Champ de Mars.

Bloquée momentanément par un vent de panique, la circulation automobile a repris à la station de Poste Marchand (avenue John Brown).

Durant leur parcours, les manifestantes et manifestants ont scandé des propos très hostiles à Jovenel Moïse.

« A bas le système capitaliste, vive le socialisme », pouvait-on lire sur les pancartes des protestataires, qui brandissaient également des drapeaux de la Russie.

Les pare-brise d'un véhicule ont été cassés, lors du passage de la manifestation au niveau de l'avenue Martin Luther King, a noté une journaliste d'AlterPresse.

Cet appel à la mobilisation contre le régime tèt kale, à l'occasion du 32e anniversaire de la Constitution du 29 mars 1987, a été lancé par une aile, dite dure, de l'opposition.

Les activités ont, tout de même, fonctionné normalement, dans le calme, ce vendredi 29 mars 2019, dans la zone métropolitaine de la capitale, Port-au-Prince.

D'aucuns craignaient une situation de tension, une paralysie des activités, comme ce fut le cas lors des récentes mobilisations contre le pouvoir, du jeudi 7 février au lundi 18 février 2019, durant lesquelles des barricades ont été installées en divers endroits, sur le territoire national.

La veille, le jeudi 28 mars 2019, des habitantes et habitants avaient exprimé des inquiétudes, quant à d'éventuels troubles, suite à l'annonce de la manifestation du vendredi 29 mars 2019, date ramenant le 32e anniversaire du vote de la Constitution (du 29 mars 1987) d'Haïti.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article24186>